

FRANCHIR LES SEUILS DES PARTIS. ACCÈS AU TERRAIN ET DYNAMIQUES D'ENQUÊTE

**Myriam AÏT-AOUDIA, Lucie BARGEL, Nathalie ETHUIN,
Élise MASSICARD, Anne-Sophie PETITFILS**

Le retour réflexif sur les pratiques d'enquête de dix chercheuses en terrain partisan que propose cet article se nourrit de la présence croissante de débats méthodologiques dans la science politique française. Ces discussions profitent d'un décloisonnement disciplinaire et de l'extension de questionnements longtemps réservés aux terrains lointains des ethnologues¹. Cet article porte notamment sur l'intersubjectivité propre à toute démarche qualitative supposant une co-présence entre chercheur et enquêtés². Notre objectif est aussi d'insister sur les spécificités d'enquêtes sur des partis politiques, menées par des politistes.

Pour appréhender l'accès et le maintien dans un milieu partisan, nous filons la métaphore de la maison : enquêter dans un parti politique équivaut à chercher une voie d'accès adéquate pour tenter de pénétrer dans la maison (par la porte principale, l'entrée de service, la fenêtre ?) puis d'évoluer avec le maximum de liberté dans chacune de ses pièces (sa « base », son sommet, ses différentes « ailes », son grenier, ses dépendances), le plus longtemps possible sans être raccompagnée promptement à la sortie.

L'objet partisan présente plusieurs caractéristiques qui modèlent les relations d'enquête. En premier lieu, les partis sont des univers relativement institutionnalisés, pluriels et concurrentiels, structurés par des logiques de pouvoir et des univers d'interconnaissance, où les différents sous-groupes communiquent. Les partis les plus institués sont aussi très visibles médiatiquement, et surinvestis par des commentaires et analyses aux statuts divers, produits par les acteurs partisans eux-mêmes, mais aussi par des journalistes ou encore des essayistes. Il s'agit donc d'univers où la présence d'observateurs extérieurs peut être familière, et où la spécificité du regard scientifique

1. Cf. l'introduction du dossier.

2. BENSA A., « Remarques sur les politiques de l'intersubjectivité », BENSA A. et FASSIN D., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La découverte, 2008, p. 307-316.

doit sans cesse être affirmée. Or, les lectures proprement politiques de notre démarche, de la part des enquêtés, sont d'autant plus courantes que nous sommes des chercheuses en science politique (donc intéressées par la politique) travaillant sur des partis. Les analyses des politistes peuvent être lues par les acteurs partisans – à tort ou à raison – comme des validations ou au contraire des attaques, de manière assez similaire à des propos d'éditorialistes. Le statut de politiste a donc des effets structurants sur les configurations d'enquête étudiées ici.

Nourrir ses analyses d'un retour réflexif sur le travail de terrain constitue l'un des préceptes fondamentaux de la démarche ethnographique³ ; si les recherches présentées ici ne sont pas toutes ethnographiques, toutes les enquêtrices appliquent néanmoins ce souci de réflexivité. Pour comprendre les relations d'enquête, les perceptions des propriétés sociales de l'enquêtrice par les enquêtés, et vice et versa, sont explorées. En l'occurrence, la relative homogénéité de sexe et d'âge des auteurs du dossier permet, de manière quasi-expérimentale, de comparer les effets de ces propriétés sur les relations d'enquête dans des partis politiques très divers. Les effets des écarts de classe, que l'enquêteur soit en position dominante ou dominée⁴, ont déjà été largement étudiés, suivis par ce que Pierre Fournier appelle les propriétés « visibles » des chercheurs, leur sexe, leur âge, leur race⁵. Le groupe de travail dont nous restituons ici les réflexions a choisi de penser ensemble les propriétés sociales personnelles des enquêtrices et leurs propriétés collectives, et en particulier leur position professionnelle⁶. Il s'agit de situer l'analyse dans une perspective interactionniste en portant attention aux perceptions croisées, réelles ou supposées, entre les enquêtrices et les enquêtés et à leurs effets objectifs et subjectifs sur l'enquête elle-même. Ce faisant, on peut apprendre des choses sur les univers partisans étudiés, mais aussi peut-être sur les politistes et leurs prati-

3. Stéphane Beaud et Florence Weber distinguent trois caractéristiques d'une enquête ethnographique : elle doit être de longue durée, menée dans un groupe d'interconnaissance et le chercheur doit faire preuve de réflexivité sur ses pratiques d'enquête. BEAUD S. et WEBER F., *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

4. MAUGER G., « Enquêteur en milieu populaire », *Genèses*, n°6, 1991, p. 125-143. Ou au contraire : PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, p. 120-133 ; *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF, 1997, chap. 2 et 3 ; CHAMBOREDON H. et al., « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1994, p. 114-132.

5. Même si la différence de « visibilité » entre classe, sexe, âge, race peut se discuter. FOURNIER P., « Le sexe et l'âge de l'ethnologue : éclairants pour l'enquêté, contraignants pour l'enquêteur », *ethnographiques.org*, n°11, octobre 2006 [en ligne]. (<http://www.ethnographiques.org/2006/Fournier>) ; SAYAD A., « Une famille déplacée », in BOURDIEU P., (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 33-48. Cf. également le séminaire animé par M. Blidon et S. Roux à l'EHESS en 2010-11 : « La dimension sexuée du processus d'enquête : genre, sexualité et réflexivité ».

6. Nous retrouvons ainsi la démarche de DARMON M., « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère. Analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, n°58, 2005, p. 98-112.

ques de travail – et notamment sur ce que les faveurs de tel ou tel objet d'étude doivent aux anticipations des possibilités d'enquête⁷.

Nous avons fait le choix – qui organise le déroulement du texte – de penser les relations d'enquête de manière dynamique. Non seulement le sexe ou la profession de l'enquêtrice ne produisent pas des effets univoques selon les milieux sociaux enquêtés et les interlocuteurs rencontrés au sein d'un même parti, mais les façons dont ces propriétés sont connues, interprétées, évaluées et gérées par les enquêtés et les enquêtrices varient également au fil du temps de l'enquête. Les logiques de la « coopération concurrentielle »⁸ propres aux partis politiques doivent elles-mêmes être saisies de manière dynamique, en lien avec les évolutions du contexte socio-politique et des temporalités partisans. Nous nous arrêterons d'abord sur le moment de la négociation initiale de l'accès au terrain, en insistant sur le fait que celui-ci est inséparablement façonné par les anticipations, plus ou moins réalistes, des enquêtrices et par les premières réactions effectivement rencontrées. Nous verrons ensuite que tant la position de la chercheuse au sein du parti que les enjeux politiques qui structurent la vie partisane évoluent en permanence au cours de l'enquête.

Droits et coûts d'entrée sur le terrain : le rôle des propriétés sociales

Qui contacter lors de la première phase d'une enquête sur un parti politique ? Faut-il frapper à la porte principale ou est-il plus judicieux de s'introduire par une porte dérobée ? Si le choix dépend bien entendu de l'objet même de la recherche tel qu'il a été défini avant l'enquête, il est aussi contraint par les représentations que le chercheur se fait de la légitimité de sa démarche et de l'accueil qui pourrait lui être réservé. Nous souhaitons ici, à travers le retour sur plusieurs situations de prise de contact, analyser les stratégies de présentation de soi et de l'enquête que nous avons adoptées en fonction d'un ensemble de ressources et de contraintes perçues, mais aussi leurs effets sur les directions prises par l'enquête et ainsi, sur la délimitation de nos objets de recherche.

Frapper à la grande porte ?

Ose-t-on se présenter à la grande porte, c'est-à-dire auprès des dirigeants nationaux ? Cette interrogation, préalable aux premières interactions avec

7. Kathleen Blee considère ainsi que la propension des chercheurs à travailler sur des organisations et mouvements « progressistes » ne renvoie pas exclusivement à un registre politique ou moral, mais surtout à des considérations pragmatiques puisqu'il protège des potentielles intimidations et permet souvent de mobiliser les réseaux personnels pour accéder au terrain. BLEE K., « Ethnographies of the Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2007, 36, p. 121.

8. OFFERLE M., *Les partis politiques*, Paris, Puf, 2000 [1987], p. 25.

les enquêtés, modèle sans doute tout autant que des considérations théoriques le choix de l'échelle d'analyse adoptée. Enquêter sur des partis politiques, qui plus est sur leurs dirigeants, suppose le plus souvent de s'adresser à des dominants, à des hommes, blancs, d'âge mûr, d'origines sociales élevées. La question de ce que nous nous autorisons ou non au début d'une enquête s'est donc posée d'autant plus que nous étions conscientes de la distance sociale, genrée et générationnelle qui nous distinguait d'eux. Il est à cet égard révélateur qu'aucune de nous n'ait commencé son enquête en s'adressant d'emblée aux dirigeants nationaux du parti étudié, quand bien même ceux-ci constituaient l'objet d'étude central. Entamant une recherche sur les dirigeants du Parti socialiste (PS), Carole Bachelot a délibérément contourné l'entrée de la rue de Solferino⁹. Elle a d'abord contacté les membres d'une association satellite, la Fondation Jean Jaurès, qui l'ont progressivement introduite dans les arcanes du parti. Elle a ensuite, grâce aux relations consolidées avec des proches des principaux dirigeants, pu accéder à l'Atelier de campagne de Lionel Jospin en 2002 et au siège national du Parti socialiste. Elle a ainsi cherché à se familiariser avec le monde des responsables parisiens et à accumuler de l'expérience, et donc de la légitimité, en se situant d'abord en dehors de la direction, avant d'en rencontrer les principaux porte-parole. Ces situations de déconnexion entre les niveaux d'accès et l'objet d'étude sont le fruit de l'évaluation par le chercheur de ses chances de succès, nourrie d'éléments objectifs et de perceptions subjectives.

Il peut sembler plus aisé de s'adresser directement aux membres de la structure étudiée lorsque l'enquête porte sur le fonctionnement d'un milieu partisan à l'échelle locale ou fédérale, plutôt que sur la direction nationale du parti. Par exemple, Hélène Combes contacte d'emblée les dirigeants de la fédération de Mexico du Parti de la révolution démocratique (PRD), son objet d'étude pré-défini. Anne-Sophie Petitfils en revanche, travaillant sur la fédération de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) du Nord, ne s'autorise pas à accéder « par le haut » à son terrain. Anticipant les effets de la distance qui la sépare des principaux dirigeants de la fédération, elle s'adresse d'abord à des jeunes militants, étudiants pour la plupart. Elle s'est ainsi familiarisée avec l'univers de l'UMP au contact de militants perçus comme plus accessibles avant de surmonter sa timidité sociale, accentuée par le fait d'être une jeune femme enquêtant sur un milieu essentiellement masculin.

Décider de ne pas contacter directement ceux sur qui on veut réellement travailler peut impliquer de passer par des chemins de traverse ou, à l'inverse, par une voie perçue comme royale. Élise Massicard a pu, pour sa part, tirer profit à la fois de sa connaissance préalable du parti étudié et de relations d'enquête antérieures. Étudiant la structuration du Parti républi-

9. Adresse du siège national du PS à Paris.

cain du peuple (PRP) dans la province d'Adana, en Turquie, et souhaitant mener des entretiens avec des militants, elle s'adresse d'abord, non pas directement aux membres de la structure provinciale, mais à des députés auxquels elle avait un accès facilité par ses recherches précédentes. L'enquêtrice suppose qu'un militant local ne peut pas refuser d'accorder un entretien à une personne recommandée par un député : il s'agit donc de se conformer à la hiérarchie interne – même implicite – du parti. Ces exemples révèlent bien les processus d'auto-censure de la part de certaines jeunes chercheuses enquêtant sur des responsables partisans – hommes plus âgés le plus souvent – qui anticipent (à tort ou à raison, peu importe) un refus ou du moins des difficultés redoublées d'accès au terrain du fait de l'« intériorisation de la domination sociale et de sa subjectivité »¹⁰.

Ces interrogations préalables à l'entrée sur le terrain s'expriment dans le cas d'enquêtes menées au sein de partis existants, qui se matérialisent dans des lieux aisément repérables. Dans d'autres cas de figure, les enquêtés se situent hors de toute organisation partisane, soit parce qu'ils l'ont quittée, soit parce qu'elle a disparu : la question de l'accès au terrain se pose alors différemment. Ainsi, lorsque Catherine Leclercq entame sa thèse sur les ex-militants du Parti communiste français (PCF), la première difficulté consiste à trouver un point d'accès à des enquêtés. Travaillant sur un objet sensible et largement tabou dans l'institution partisane, elle essuie de nombreux refus de la part de dirigeants fédéraux pour consulter les archives et les registres d'adhérents. C'est surtout grâce à l'effet « boule de neige » qu'elle parvient à rencontrer des anciens communistes qui la mettent en contact avec d'autres ex-militants. Elle accède aussi aux archives de la Fédération de Paris grâce à un jeune responsable d'autant plus disposé à coopérer qu'il est en conflit avec la direction fédérale. Ainsi le caractère clivé et conflictuel des partis politiques peut-il devenir un « levier » pour faciliter l'accès de la chercheuse au terrain. Myriam Aït-Aoudia a été confrontée à des difficultés analogues pour contacter des ex-militants du Front islamique du salut (FIS), en Algérie, au début des années 2000 alors que ce parti est dissout depuis presque dix ans, et que ses anciens dirigeants sont pour la plupart interdits d'activités politiques. Seul l'un d'eux occupe une position officielle, au Sénat. C'est donc la seule possibilité d'accès au terrain. Dans ces cas d'enquêtes en dehors d'une organisation partisane, le « choix » de l'enquêtrice est particulièrement réduit : il dépend totalement de ceux qui sont (encore) visibles dans une arène publique. Ce n'est qu'à partir de ce point de contact imposé qu'il est possible de constituer un réseau de relations pour rencontrer progressivement de plus en plus de personnes. Or, ce mode d'entrée peut se révéler d'autant plus problématique que l'enquête elle-même fait exister (les ex-communistes) ou ré-exister (le FIS) des objets politiquement sensibles, illégitimes, voire illégaux.

10. CHAMBOREDON H. *et al.*, art. cité., 1994, p. 115.

On peut suggérer que ces stratégies d'accès au terrain d'enquête reflètent une double évolution des manières d'étudier les partis politiques, révélatrice d'un éloignement relatif des politistes par rapport aux *leaders*. Distance objective d'abord, la discipline s'étant développée et de ce fait relativement démocratisée et féminisée – en tous cas davantage que la population des dirigeants partisans. Distance « politique » ensuite, la perspective critique adoptée par la sociologie des partis politiques se donnant pour principe de se défaire des catégories indigènes, peut impliquer une méfiance vis-à-vis des relations avec des enquêtés prestigieux, en vertu d'une crainte d'être « baladée » ou enrôlée par ces professionnels de la parole et de la présentation de soi que sont les dirigeants partisans, tout comme une volonté d'aller voir au-delà, à côté ou ailleurs, des « façades » nationales des partis. On pourrait par ailleurs se demander si le développement d'études localisées des partis n'est pas lié aux anticipations des « terrains » possibles par des chercheurs soucieux de mener des enquêtes empiriques. Il semble plus facile, en tout cas pour des jeunes chercheurs, d'obtenir son ticket d'entrée auprès de militants locaux ou de responsables intermédiaires que de dirigeants nationaux, plus enclins à défendre un monopole interprétatif sur leurs pratiques et les règles du jeu politique. Les premiers contacts avec « ses » enquêtés sont ainsi d'emblée modelés par ces anticipations, plus ou moins fondées, qui font préférer un point d'accès plutôt qu'un autre.

Faire avec ce que l'on est

Plongées dans un milieu d'interconnaissance dont elles n'ont au départ qu'une vague idée, les chercheuses souhaitant travailler sur une organisation partisane prennent toujours le risque de se voir fermer des portes si elles ne parviennent pas à construire des bonnes raisons de faire accepter l'enquête. Erving Goffman insiste sur l'importance des « premières impressions »¹¹ qui cadrent les interactions. Nous voudrions revenir sur nos stratégies, plus ou moins conscientes, de présentation de soi¹² en soulignant d'abord combien elles sont contraintes par des éléments non dissimulables de notre identité sociale, de notre « façade personnelle »¹³, tels le sexe et l'âge. Nous analyserons ensuite comment un même attribut, par exemple être chercheuse en

11. GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, 1973 [1959], p. 20.

12. *Ibidem.*, p. 204 et s.

13. Selon Goffman, la « façade personnelle désigne les éléments qui, confondus avec la personne de l'acteur lui-même, le suivent partout où il va. On peut y inclure : les signes distinctifs de la fonction ou du grade ; le vêtement ; le sexe ; l'âge ou les caractéristiques raciales ; la taille et la physionomie ; la façon de parler ; les mimiques ; les comportements gestuels et autres éléments semblables. Certains de ses supports de communication, par exemple les caractéristiques raciales sont stables et ne varient pas d'une situation à une autre, alors que d'autres, comme la mimique, sont relativement mobiles et peuvent se modifier d'un moment à l'autre au cours d'une même représentation », *ibidem.*, p. 30.

science politique, alimente des perceptions très diverses d'un milieu partisan à l'autre et comment leur anticipation peut conduire les chercheurs à adopter des stratégies différentes de présentation de soi.

On a déjà évoqué ce qu'être une jeune femme débutant une recherche sur un milieu essentiellement masculin et dominant peut engendrer comme sentiment d'illégitimité et comme tentatives de réassurance pour se sentir autorisée à contacter des dirigeants. Si le genre produit des effets indéniables dans toute relation d'enquête¹⁴, il peut prendre une importance décisive aux yeux de militants qui en font un principe majeur de division du monde social. Ainsi, lorsque Myriam Aït-Aoudia envisage de mener des entretiens avec des hommes politiques algériens, qui plus est islamistes pour certains, elle ne peut ignorer leur représentation majoritaire du rôle des femmes, essentiellement domestique et cantonné à la sphère privée. De plus, parler de leur engagement partisan avec une jeune femme est le plus souvent une situation inédite pour eux. Face à ces obstacles anticipés, Myriam Aït-Aoudia a cherché à se « déféminiser » au maximum, en endossant le parfait costume de l'intellectuelle austère : vêtements stricts, cartable ostentatoire, carte professionnelle en poche !¹⁵ Elle a fortement insisté sur son statut d'enseignante et chercheuse à la Sorbonne, pour bénéficier du prestige associé à ce lieu. L'objectif était aussi de légitimer la démarche scientifique en la distinguant du journalisme et de l'essayisme, mal perçus par des enquêtés dont les discours et les actions sont, depuis la guerre civile, particulièrement commentés – le plus souvent stigmatisés. Ayant conscience de la mauvaise image de ces travaux auprès des gens du FIS, l'enquêtrice insistait alors sur la neutralité de sa démarche, en mettant en avant ses dimensions historique et sociologique et son caractère apolitique. Contrairement à d'autres organisations partisans délégitimées, à l'instar du Front national (FN) qui selon Guy Birenbaum « n'a pas de souci de donner une image valorisante à l'extérieur »¹⁶, les anciens du FIS se sont montrés très sensibles à cette offre de parole, qui constitue, à leur yeux, une occasion inédite de « dire la vérité » et de réhabiliter leur action politique. Dans son enquête sur des partis d'extrême droite, eux aussi stigmatisés dans le champ politique et journalistique, Stéphanie Dechezelles met également en œuvre ce type de stratégie vestimentaire, de

14. Cf. sur ce point BLONDET M., « Le genre de l'anthropologie, faire du terrain au féminin », in BENSA A. et FASSIN D., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, p. 59-80.

15. A posteriori, cette stratégie semble erronée, la facilité étonnante de l'enquête auprès des membres du FIS montre que l'enquêtrice s'est trompée : le fait d'être une jeune femme inexpérimentée a en fait probablement constitué un atout considérable, dans le sens où cela peut être assimilé par les enquêtés à un gage de naïveté et d'honnêteté. « Dans nombre de sociétés, être jeune et inexpérimenté peut constituer un avantage parce que beaucoup de gens considèrent un jeune étranger comme ignorant, sans défense, et comme ayant besoin de conseils », WAX R.H., « Gender and age in fieldwork and fieldwork education : no good thing is done by any man alone », *Social problems*, vol. 26, n°5, 1979, p. 517.

16. BIRENBAUM G., « Élités 'illégitimes', élites illégitimées : les responsables du FN », in COHEN S., (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p. 133-162.

la plus décontractée à la Ligue du Nord à la plus « habillée » à Forza Italia, à la fois pour s'adapter aux critères d'appréciation des enquêtés et pour remplir une sorte de fonction propitiatoire¹⁷. En outre, après avoir essuyé plusieurs refus d'entretiens alors qu'au début de l'enquête elle se présentait comme une « étudiante » (*studentessa*), elle a commencé à se présenter en tant que « docteure » (*dottoressa*)¹⁸. Gage de sérieux, la possession d'un titre universitaire a immédiatement entraîné une meilleure considération de la part des individus contactés : les refus ont alors diminué jusqu'à quasiment disparaître.

On le voit clairement ici, la façon dont on se présente et dont on présente l'enquête est très fortement conditionnée par nos anticipations et nos perceptions des classements indigènes. De ce point de vue, l'étiquette « science politique » ne produit pas d'effets univoques et les stratégies des chercheurs varient. Pour négocier une enquête auprès de militants issus majoritairement des catégories populaires, ayant un faible niveau d'études, surtout dans des organisations de gauche, les chercheuses ont fait plus souvent mention d'une recherche en sociologie, tant la science politique peut avoir des effets d'inhibition, associée qu'elle est à des études sélectives. Inhibant dans certains contextes, le label « science politique » peut inversement faciliter le contact. Florence Haegel l'a toujours mis en avant pour obtenir des entretiens auprès des dirigeants de la droite parisienne, tout comme elle mentionnait Sciences Po, son institution de rattachement. Mais ces précautions étaient loin de constituer toujours un sésame. La résistance de deux des principaux leaders parisiens de l'époque à lui accorder un entretien n'a d'ailleurs été levée qu'en mentionnant pour l'un qu'elle était électrice de son arrondissement et ensuite, pour l'autre, qu'elle avait mené un entretien avec son rival.

Plus globalement, les chercheurs doivent faire avec les représentations que les enquêtés se font des sciences sociales en général et de la science politique en particulier. Comme le souligne Bernard Lahire, « pour qu'un effet de légitimité "prenne", il faut que l'enquêté ait un minimum de connaissance de l'univers culturel légitime et qu'il ait un minimum de foi dans la légitimité et l'importance de cet univers »¹⁹. Or, cette foi en la démarche scientifique ne va pas de soi, loin s'en faut²⁰. De fait, les membres des partis ont souvent une vision politique des travaux académiques et testent les enquêtrices : il s'agit de savoir si tel politiste ou si telle analyse est « pour »

17. BOLTANSKI L., « Les usages sociaux du corps », *Annales ESC*, vol. 26, n°1, 1971, p. 205-233.

18. Ce titre est attribué aux détenteurs de la *laurea*, équivalent du Master 1. En Italie, les titres scolaires font l'objet d'une très forte ostentation.

19. LAHIRE B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, n°8-9, 1996, p. 94.

20. Muriel Darmon a contribué à « faire une sociologie de la place de la sociologie » en analysant les réactions suscitées par son enquête sur l'anorexie, DARMON M. « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère... », art cité.

ou « contre » eux, de droite ou de gauche, et non pas si elle est empiriquement fondée ou légitime dans l'univers académique.

Dans les milieux militants de droite, les sciences sociales sont souvent – non sans raison – perçues comme un univers de gauche et plutôt hostile. Lors de son enquête sur les militants de l'UMP dans le Nord, Anne-Sophie Petitfils a d'autant plus à gérer ce type de représentation que bon nombre d'enquêtés n'ignorent pas que certains membres de son laboratoire (le Ceraps à Lille 2) ont des engagements syndicaux ou partisans dans des organisations de gauche. Le cas le plus emblématique est celui de Stéphanie Dechezelles qui doit gérer son statut de jeune chercheuse française en science politique auprès de militants des partis d'extrême droite en Italie. La science politique y est peut-être encore davantage qu'en France considérée comme une discipline peuplée de militants de gauche et d'extrême gauche : les enquêtés en veulent pour preuve le fait qu'Antonio Negri²¹ l'enseigne à l'Université. Stéphanie Dechezelles est ainsi sans cesse interrogée par ses enquêtés sur son positionnement politique, et plus encore après le 21 avril 2002 au moment où les manifestations en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle font l'objet d'une large couverture médiatique en Italie.

En effet, si les chercheurs sont souvent sommés, plus ou moins explicitement, d'« annoncer la couleur politique », certains événements et contextes favorisent le fait qu'en l'absence de réponse claire de leur part à ce sujet, on leur en attribue une d'office. Par exemple, pour Élise Massicard, le fait d'être française a été un obstacle à lever au début de son enquête en Turquie. En effet, la pénalisation par la France de la négation du génocide arménien et les nombreuses prises de position contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ont alimenté une méfiance quant à ses véritables motivations : elle a même pu être parfois suspectée d'appartenir aux services de renseignement français et a dû redoubler d'efforts pour gagner la confiance des militants du PRP. On saisit bien ici en quoi le statut d'étrangère sur le terrain ne produit pas davantage que les autres caractéristiques personnelles, d'effets univoques. S'il peut parfois aider à accéder au terrain car le chercheur n'est pas perçu comme directement concerné par les enjeux et conflits indigènes, il peut, dans d'autres cas, contraindre le chercheur à donner davantage de gages de sa bonne foi. Il est donc nécessaire de spécifier les usages et les effets possibles d'un même attribut tant ils varient d'un terrain et d'une situation à l'autre. De la même façon, la longévité sur le terrain produit des effets

21. Antonio Negri était dans les années 1960 professeur à l'Institut de sciences politiques de l'université de Padoue. Il est arrêté et emprisonné en 1979 pour des liens présumés avec les Brigades Rouges. Exilé en France, il est condamné par contumace. Il retourne en Italie en 1997, purge une partie de sa peine et est libéré en 2003. Il est l'auteur notamment de *Multiitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

sur les relations d'enquête, modifie le rôle assigné au chercheur et pose de nouveaux défis.

Se maintenir sur le terrain : la routinisation de l'enquête et ses contraintes

Parce qu'elle nécessite une immersion relativement longue et la construction de relations durables avec les enquêtés, l'enquête de terrain s'apparente à un véritable engagement²². Ce rapprochement n'est pas que métaphorique : tout d'abord, il permet de souligner combien les relations d'enquête sont durablement, mais en partie seulement, déterminées par nos (micro) décisions, nos actions antérieures²³, en l'espèce, les conditions même de notre entrée sur le terrain. Plus encore, il incite à envisager les redéfinitions de ces relations en situation d'enquête, dans les interactions régulières entre l'enquêteur et ses enquêtés, l'enquêteur et l'organisation.

La place qu'occupe l'enquêtrice sur le terrain évolue donc au cours de l'enquête, au gré des alliances nouées et des sous-groupes abordés. Seront ici développés trois aspects des dynamiques d'enquête spécifiques aux partis politiques. D'abord, les dynamiques d'enrôlement, l'un des jeux de rôles les plus courants consistant à devenir « participante »²⁴ ; ensuite, le fait que ces enrôlements s'effectuant au sein d'espaces d'interconnaissance caractérisés par diverses tensions, voire de luttes internes, ont souvent pour résultat ce que nous appellerons l'« enclichage », c'est-à-dire l'inclusion – souvent involontaire et peu maîtrisée – du chercheur dans un de ses sous-groupes partisans ; enfin, l'effet sur les relations d'enquête des rythmes partisans, qui diffèrent sensiblement des temporalités de l'enquête, mais que l'enquêtrice doit également gérer.

Jeux de rôles : devenir participante

La présence longue sur le terrain, la participation à la sociabilité partisane, le partage d'expériences et de moments de camaraderie permettent non seulement de tisser des liens de confiance avec les enquêtés – faisant ainsi progresser l'enquête par l'ouverture de nouvelles « portes » et l'accès à un

22. Cf. CEFAÏ D., « Postface : l'expérience ethnographique, l'enquête et ses publics », dans CEFAÏ D., (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions EHESS, 2010.

23. BECKER H.S., « Notes on the Concept of Commitment », *The American Journal of Sociology*, vol. 66, n°1, 1960, p. 32-40.

24. Par « enrôlement », il faut entendre la prise de rôle dans l'institution partisane. Cette prise de rôle est, comme nous le verrons tout à la fois habilitante et contraignante et peut entrer en contradiction avec le rôle du chercheur. Cf. BERGER P., LUCKMANN T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

matériau plus riche – mais aussi d'intégrer petit à petit les façons d'être, d'agir et de sentir du milieu partisan et ainsi de mieux en saisir la culture, les codes, les règles et les enjeux. Cette socialisation au terrain peut passer par l'apprentissage des discours partisans légitimes ou des « petites habitudes » militantes : se serrer les biceps et non la main à Alleanza Nazionale ou se heurter le front pour se saluer dans le parti du mouvement nationaliste turc. Pour Carole Bachelot, maintenir une présence longue et répétée sur le terrain permet d'entretenir une relation durable, fluide, sans forcément engranger d'informations nouvelles mais qui aide à affiner son sens pratique de l'organisation, sa connaissance des codes internes. De même, la présence de Lucie Bargel sur son terrain au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) fonctionne largement comme une initiation, un processus d'apprentissage largement tacite, semblable à la socialisation des militants qu'elle étudie. L'enquête longue dans un milieu d'interconnaissance peut ainsi être assimilée à une véritable éducation du regard, à un apprentissage de la gestuelle ou du « tour de main » militant ; elle donne aussi l'occasion de ressentir des émotions qui participent à la construction du « nous » partisan.

La dimension informelle et parfois souterraine des relations d'enquête est ce qui permet à l'enquêtrice « de faire partie des murs » ou de « se fondre dans le décor ». En effet, en même temps qu'elle se socialise au terrain, l'enquêtrice acquiert un rôle au sein de la configuration partisane et la relation d'enquête se routinise. Mais cette banalisation de la présence de la chercheuse n'est pas donnée une fois pour toutes. Tout d'abord, certains enquêtés peuvent vouloir remettre de la distance lorsque l'enquêtrice contrevient à leurs attentes et intérêts et sort involontairement du système de « places » dans lequel elle s'insère en débutant une enquête²⁵. En outre, certains rôles adoptés perdent leur crédibilité sur la durée, par exemple lorsque le chercheur doit gérer son insertion dans différents milieux partisans dans lesquels il enquête simultanément ou successivement²⁶. C'est aussi le cas de la posture de la jeune chercheuse profane et volontiers naïve, par définition temporaire. Lucie Bargel éprouve ainsi la difficulté à assister à toutes les réunions d'un groupe local du MJS pendant plus d'un an, sans jamais y prendre la parole – difficulté qui aurait sans doute été plus grande encore pour un enquêteur, les jeunes femmes silencieuses en réunion restant plus nombreuses que les jeunes hommes.

25. Selon Jeanne Favret-Saada, le travail ethnographique consiste à s'insérer délibérément dans un système de places qui nous est inconnu (FAVRET-SAADA J., *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977). Ce travail « comporte des moments de très grande passivité où l'on ne contrôle pas les situations » et le chercheur peut à tout moment « gaffer », en adoptant des comportements déplacés, et risquer alors de rompre avec son terrain. FAVRET-SAADA J., « Glissements de terrains. Entretien avec Jeanne Favret-Saada », *Vacarme*, n°28, 2004 (www.vacarme.org/article449.html)

26. Voir plus particulièrement les articles de Nicolas Bué (« Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'encliquage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale ») et Olivier Grojean (« Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration. Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale ») dans ce numéro.

L'un des changements de rôle les plus fréquents en milieu partisan consiste à quitter une position initiale de spectateur pour participer aux activités militantes. On passe alors à l'« observation participante ». Carole Bachelot en prenant part aux activités de la fondation Jean Jaurès, ou Lucie Bargel en faisant l'expérience d'activités partisans illicites, espéraient non seulement affiner leur connaissance du milieu étudié mais aussi libérer la parole des enquêtés sur ce type d'activités. Cependant, ce type de jeu de rôle n'a pas toujours les effets escomptés : constatant que Lucie Bargel participait aux mêmes activités qu'eux, ses enquêtés s'attendaient parfois à ce qu'elle dispose d'une connaissance au moins aussi étendue qu'eux de ces pratiques, ce qui ne les incitait pas à les expliciter. Par ailleurs, la participation à des activités partisans ne garantit pas nécessairement la levée de toutes les inhibitions de la part des enquêtés. C'est ce que révèlent les injonctions à l'adhésion, qui peuvent alors se faire plus pressantes, et qui sont une manière de marquer le fait que l'enquêtrice n'est pas (encore) complètement « dedans ». Les enquêtes de Carole Bachelot finissent ainsi par lui demander « quand est-ce que tu nous rejoins ? ». Ces sollicitations d'engagement peuvent être communes aux espaces militants²⁷, mais quand les sollicitations portent sur une participation à l'action (et se règlent souvent « en situation ») et l'adhésion morale à la cause, dans les partis politiques, espaces plus institutionnalisés, avoir sa carte d'adhérent(e) demeure un signe incontestable d'appartenance institutionnelle continuant d'ouvrir certains droits (notamment la participation aux scrutins internes du parti).

Passeurs, alliés et « enclicage »

Si à mesure que sa présence se prolonge, le rôle de l'enquêteur au sein de la « société des militants » se redéfinit au gré de la dynamique d'enquête, il est rare que l'enquêteur partage une proximité égale avec l'ensemble des membres du parti ; il risque à tout moment d'être assimilé à un sous-groupe partisan et de voir certaines portes se refermer. Les enquêtes de terrain témoignent souvent de la contribution de certains enquêtés – « alliés », « *gate-keepers* », « intermédiaires » ou « passeurs » – à la dynamique de recherche. Cela est d'autant plus le cas dans les milieux partisans, caractérisés par une interconnaissance forte, et des relations de concurrence intenses. Et ce n'est qu'au fur et à mesure que l'enquêtrice découvre les rapports de force internes qui structurent le fonctionnement partisan. Avançant le plus souvent dans un premier temps « à tâtons », elle peut donc se retrouver prise – malgré elle et parfois à son insu – dans les luttes internes auxquelles participent ses alliés.

27. Comme l'indique notamment HAVARD-DUCLOS B., « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique », *SociologieS*, Dilemmes éthiques et enjeux scientifiques dans l'enquête de terrain, mis en ligne le 21 juin 2007 (<http://sociologies.revues.org/document182.html>)

De fait, les relations qui se nouent entre l'enquêtrice et ses passeurs sont bien souvent déterminées non seulement par la position spécifique du passeur dans le parti – souvent multipositionné entre l'univers partisan et l'univers académique –, par la demande de parole des enquêtés, mais aussi par les règles propres au parti politique. Au MJS, par exemple, les nouveaux entrants sont, dès leur premier contact avec l'organisation, dirigés vers un responsable local qui fait ensuite office de « parrain » : le même processus a pu être reproduit à l'égard de l'enquêtrice. Dans le cas des partis dont le fonctionnement et l'organisation sont plus faiblement structurés (absence de liste d'adhérents, absence de local du parti pouvant servir de vitrine), le choix des intermédiaires est plus contraint. Pour Stéphanie Dechezelles, ce sont des responsables régionaux, aisément repérables dans les structures régionales ou les assemblées d'élus, qui font nécessairement office d'intermédiaires et lui permettent de rencontrer des militants. Dans les tentatives pour trouver « son » intermédiaire, les succès comme les échecs renseignent sur la structuration, les représentations et les enjeux du milieu étudié. Mais ce type de parrainage peut aussi se révéler contraignant : ainsi d'anciens responsables du FIS conduisent Myriam Aït-Aoudia auprès d'autres ex-dirigeants. Cet accompagnement au sens littéral signifie la perte de la maîtrise de l'enquête : le choix des enquêtés dépend de la volonté de l'intermédiaire, qui, physiquement présent pendant les entretiens, contraint également la parole ainsi livrée.

Au-delà des difficultés relatives à la maîtrise de l'information et des réseaux, l'entretien d'une proximité plus grande avec certains enquêtés pose la question de l'assimilation du chercheur à un sous-groupe interne au parti. En effet, les partis sont à la fois des univers pluriels et concurrentiels structurés par des logiques de pouvoir, et des milieux d'interconnaissance, où les différents sous-groupes communiquent. Les conditions d'entrée dans le parti ainsi que la routinisation de l'enquête ont souvent pour corollaire l'enrôlement, pas toujours maîtrisé, des enquêteurs non seulement dans le parti mais aussi dans ses luttes internes et dans l'une de ses « cliques ». Ce phénomène d'« enclichage » a des effets sur le déroulement de l'enquête : des portes peuvent se fermer ; l'enquêteur peut bénéficier d'un accès inégal aux différentes strates partisans et être contraint par ses proximités présumées. De ce fait, l'un des enjeux majeurs d'une enquête en milieu partisan consiste à gérer le positionnement du chercheur par rapport à différents sous-groupes. Si les conditions de l'entrée dans le parti peuvent, selon les spécificités du terrain, contraindre durablement le déroulement de l'enquête²⁸, elles n'ont cependant pas d'effet irréversible. Ainsi, Carole Bachelot, en participant aux activités de la fondation Jean Jaurès, est étiquetée « strauss-kahnnienne » et sujette à quolibets de la part de membres d'autres

28. Voir l'article de Nicolas Bué dans ce numéro.

courants. Cependant, elle constate également l'existence de réseaux de solidarité voire d'amitié entre membres de courants formellement concurrents, réseaux fondés sur des logiques générationnelles (jeunes prétendants) et sociales (diplômés de l'IEP de Paris). Si cet exemple relativise la prégnance du cloisonnement des réseaux intra-partisans institués, il indique également qu'un enclivage initial, loin d'être exclusif et déterminant, peut aussi ouvrir d'autres portes. Aussi, l'association du chercheur à une clique peut, dans certaines conditions, ouvrir des opportunités. Lors d'une réunion houleuse du PRD devant se tenir à huis clos, l'un des deux leaders qui s'affrontent prie publiquement Hélène Combes, associée à une journaliste, de quitter la salle. Or, pour se démarquer, son concurrent l'invite à s'asseoir à ses côtés, lui permettant ainsi de poursuivre ses observations. Les effets de l'enclivage ne sont donc pas univoques et irréversibles, ne serait-ce que parce que les partis eux-mêmes sont des univers évolutifs, en perpétuelle recomposition, soumis à des temporalités qui leur sont spécifiques.

Les effets des temporalités partisans

La vie des partis se caractérise par une temporalité propre, qui contraint les rythmes et le déroulement de l'enquête. Les rythmes partisans et les rythmes de l'enquête diffèrent. Les premiers sont marqués par des échéances régulières – qu'elles soient de nature électorale ou liées aux scrutins internes des partis – qui ont des incidences importantes sur l'enquête. En effet, il est fréquent qu'au sein de ces espaces, des phases routinières alternent avec des moments plus critiques ou, pour le dire autrement, à des phases d'atonie et de fermeture du parti sur l'entre-soi militant, succèdent des périodes de mobilisation intense marquées par une ouverture du parti sur l'extérieur ou par un durcissement des clivages internes. Mais il est des contingences qui ont une incidence plus directe sur la dynamique des relations enquêteur-enquêtés et que l'enquêteur ne peut que difficilement maîtriser. On songe tout particulièrement aux redéfinitions des rapports de force internes au cours de l'enquête, à l'occasion d'un Congrès, d'un changement de direction, etc. En effet, la progression de l'enquêteur sur le terrain passe aussi par la position que ses interlocuteurs occupent dans l'espace partisan. Comment gérer les mouvements quand les acteurs changent ou quand leur position ou leur pouvoir symbolique dans le parti se modifie ? Ces expériences viennent rappeler qu'au sein des partis politiques, les liens affectifs sont toujours politiques, toujours soumis aux aléas de la « coopération concurrentielle »²⁹ qui caractérise ces univers, et donc toujours susceptibles d'être redéfinis. Les recompositions des « courants » du PS entraînent ainsi leur lot de rup-

29. OFFERLÉ M., *op. cit.*, 2000, p. 25.

tures d'amitiés parfois anciennes et intenses – bien davantage qu'une relation d'enquête.

De plus, les organisations sont diversement institutionnalisées, et l'ampleur des renversements de positions s'en voit modifiée. Les luttes internes aux organisations partisans aboutissent parfois à une totale reconfiguration des directions, ce qui peut entraîner une rupture dans la dynamique d'enquête. Ainsi, alors que Lucie Bargel avait dans un premier temps noué des relations d'enquête cordiales avec des responsables nationaux et parisiens des Jeunes populaires, et négocié la passation d'un questionnaire aux Universités d'été (UE) de 2005, c'est précisément lors de ces UE que la présidente en poste est « démissionnée ». Au cours des mois qui suivent, ses proches parmi les cadres nationaux et départementaux sont également évincés, obligeant l'enquêtrice à repartir quasiment de zéro, qui plus est avec un stigmate de « proximité » avec l'ancienne équipe. Cet épisode contribue également à mettre la question de l'institutionnalisation de l'organisation de jeunesse de l'UMP au cœur de l'analyse. De la même façon, négociant la passation d'un questionnaire au congrès de l'UMP de novembre 2004 qui allait consacrer Nicolas Sarkozy comme président du parti, Florence Haegel s'est rapidement rendu compte que les interlocuteurs « officiels », ceux de l'équipe dirigeante emmenée par Alain Juppé, ne prenaient plus seuls les décisions et qu'il fallait obtenir parallèlement l'autorisation de la direction « fantôme », celle de Nicolas Sarkozy. Le candidat à la présidence de l'UMP avait déjà mis en place ses propres rouages et rallié des transfuges au sein même de l'ancienne équipe de direction. De ce point de vue, obtenir une autorisation officielle dans une période de renouvellement de l'équipe dirigeante compliquait évidemment la négociation mais constituait aussi un bon point d'observation des circuits de décision en période de transition partisane³⁰.

Enfin, même sans conflit, les partis sont tous à des degrés divers des organisations mouvantes en perpétuelle reconfiguration³¹ : la question de l'impact du *turn-over* sur la continuité de l'enquête se pose donc. Étudie-t-on le même parti politique si tous nos enquêtés ont changé ? Ces mouvements de personnel touchent diversement les entreprises partisans : ils sont sans doute plus fréquents dans les organisations les moins institutionnalisées et ils concernent peut-être davantage les simples militants que les élus, dont la fonction leur assure une certaine longévité en politique. Les organisations de jeunesse des partis, par leur limite supérieure d'âge, sont plus spécialement touchées par ce phénomène. En quelques mois, Lucie Bargel devient

30. Cf. également l'article de Mounia Bennani-Chraïbi (« Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains »), dans ce numéro.

31. GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 1977, p. 123-154.

une « ancienne » des deux organisations étudiées, ce qui peut contraindre les relations d'enquête avec les nouveaux entrants, qui se méprennent sur sa place dans l'organisation. Les effets d'un changement de personnel politique sur l'enquête ne sont pas univoques, *a fortiori*, lorsqu'ils se déroulent sans conflit. Ainsi, Stéphanie Dechezelles a constaté en revenant sur le terrain plusieurs mois après, alors que les équipes de jeunes avaient changé (les plus « vieux » ayant été élus ou ayant abandonné), que le souvenir d'une enquêtrice française était restée vivace au sein de certaines sections. Elle a ainsi pu recueillir auprès de nouveaux interlocuteurs les fruits d'une enquête qui s'était bien déroulée : accès à certaines archives militantes (tracts, archives) et même à des brouillons de tracts.

Les conditions de l'accès au terrain, les choix initiaux de la chercheuse, voulus ou contraints, tout autant que la prise de rôle de l'enquêtrice, l'enclichage ou les temporalités partisans n'ont pas d'effets univoques et irréversibles. Ils sont co-produits par la chercheuse et les enquêtés, qui entretiennent eux-mêmes des appréciations différenciées du rôle de chercheur. En somme, ils sont à la fois fonction des spécificités, plurielles et évolutives, des partis politiques étudiés et des possibilités pour l'enquêtrice de gérer, voire de jouer avec ses ressources personnelles au fur et à mesure qu'elle se socialise à l'univers partisan étudié. L'on peut alors s'interroger, à la suite de Bénédicte Havard-Duclos³², sur les coûts, notamment subjectifs, de cette implication et sur les conditions pratiques d'une sortie de terrain (ou d'un désengagement) réussie. C'est ainsi que se pose la question des conditions différenciées de la réception de nos recherches par les enquêtés³³.

32. À propos d'une enquête au sein d'un univers associatif (à « Droit au logement »), HAVARD-DUCLOS B., *op. cit.*, 2007.

33. Cf. dans le présent numéro : BACHELOT C., COMBES H., DECHEZELLES S., HAEGEL F., LECLERCQ C., « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis ».